

Protocole Intérieur-Santé-Justice : Sécurité des professionnels de santé

Signature – Mercredi 20 avril 2011

Messieurs les Ministres,
Mesdames et messieurs les présidents des ordres,
Mesdames et messieurs les directeurs,
Mesdames et messieurs,

Il est de la responsabilité de l'Etat de garantir aux professionnels de santé la sécurité et la sérénité nécessaires à l'accomplissement de leurs missions sur l'ensemble du territoire national.

Nous ne pouvons y parvenir qu'en coordonnant nos actions, et en mobilisant tous les services de l'Etat sur le terrain. L'engagement de nos trois ministères – Intérieur, Justice, Santé – et la signature de ce protocole traduisent cette volonté forte du gouvernement de mener une politique de prévention mais aussi de fermeté pour réprimer tous les actes de violence dont ces professionnels peuvent être victimes, afin de leur offrir des conditions d'exercice sereines.

Agression, vols, menaces... les professionnels de santé sont de plus en plus victimes d'actes de violences dans le cadre de leur activité de soins. Les événements de ces dernières semaines en ont, encore et malheureusement, apporté la preuve : leurs lieux d'exercice ne sont plus sanctuarisés.

Cette violence révèle chez les auteurs de ces infractions la perte du respect dû aux professionnels de santé.

La recrudescence de ces actes risquerait à terme de porter atteinte à l'égal accès aux soins de nos concitoyens car les médecins, dentistes, infirmiers libéraux... refuseront d'exercer ou de se déplacer dans les quartiers où ils se sentiront en danger.

La réponse pénale à ces actes de violence doit être ferme.

Le cadre légal prévoit, depuis 2003, que tout acte de violence, même s'il n'a pas entraîné d'incapacité temporaire de travail, est aggravé et constitutif d'un délit dès

lors qu'il est commis sur un professionnel de santé. Et les parquets, particulièrement attentifs aux professionnels de santé victimes d'infractions pénales, apportent une réponse ferme à ces faits.

L'évolution du nombre de condamnations prononcées en témoigne. En 2009, 161 condamnations définitives ont été prononcées pour des faits de violences à l'encontre d'un professionnel de santé, contre 98 en 2005 ; 35 condamnations ont été prononcées pour des faits de menaces ou des actes d'intimidation, contre 2 en 2005.

Le ministère de la justice a conclu avec les ministères de la Santé et de l'Intérieur le 10 juin 2010 un protocole relatif à la sécurité des établissements de santé publics et privés, afin de renforcer l'étroite collaboration partenariale entre les institutions, élément indispensable pour une politique cohérente. L'intérêt démontré de ce protocole conduit à une extension de ce dispositif **à l'ensemble des professionnels de santé**, d'autant que ceux qui exercent seuls en cabinet sont plus fragilisés pour faire face à une éventuelle agression.

C'est l'objet du présent protocole relatif à la sécurité des professionnels de santé, qui marque un nouveau pas dans cette politique de prévention et de sanction des atteintes aux professionnels de santé. Par une coordination renforcée entre tous les acteurs du terrain (santé, sécurité, justice), le protocole favorise un traitement accéléré et adapté de ces violences. Il sera décliné dans chaque département pour tenir compte des spécificités locales.

S'agissant du rôle de l'autorité judiciaire, que prévoit le protocole ?

- Pour garantir une meilleure protection des victimes : les procureurs de la République pourront autoriser la domiciliation du professionnel, qui porte plainte, à l'adresse professionnelle ou au service de police ou de gendarmerie territorialement compétent.

Mesdames, Messieurs les représentants des organisations professionnelles, je vous recommande d'inviter vos membres à formuler cette demande si elles sont malheureusement amenées à devoir porter plainte au commissariat ou à la gendarmerie ;

- Pour assurer une pleine information des victimes : les procureurs veilleront à aviser, dans les meilleurs délais, les professionnels de santé des suites procédurales réservées aux faits dont ils seront saisis ;
- En raison de ses enjeux, cette politique fera l'objet d'un suivi très précis : les procureurs coprésideront, avec le préfet, une rencontre annuelle au niveau départemental – qui visera à dresser le bilan des actions engagées et à proposer des évolutions pour un traitement et une prévention toujours plus efficaces des infractions.

Je serai particulièrement attentif à ce que ces protocoles départementaux soient conclus dans de brefs délais, pour permettre à ce dispositif ambitieux de déployer ses effets le plus rapidement possible, sur l'ensemble du territoire national.

Je veillerai également à ce que les magistrats du Parquet continuent à se préoccuper, avec les gendarmes et les policiers, de l'exercice en toute sérénité des métiers de la santé, afin que cette fonction essentielle pour nos concitoyens se réalise dans les meilleures conditions possibles et avec le respect qui est dû à des personnels dont je salue les mérites.